

BULLETIN

de la Fédération jurassienne

de l'Association internationale des travailleurs.

Ce Bulletin paraît le 1^{er} et le 15 de chaque mois. On s'abonne auprès de M. Adhémar Schwitzguébel, graveur, à Sonvillier.
Prix de l'abonnement: 4 fr. pour un an, 2 fr. pour six mois. — Pour l'étranger, le port en sus.

SONVILLIER, LE 15 JUILLET 1872.

Le projet belge de statuts généraux.

La plupart des organes de l'Internationale se sont occupés du projet de nouveaux statuts généraux élaboré par le Conseil belge. Si la place nous le permettait, nous reproduirions *in extenso* ce projet, qui mérite d'être sérieusement étudié; mais obligés de nous restreindre, nous nous bornerons à faire connaître les innovations principales proposées par les Belges, en y ajoutant nos observations.

La plus considérable de ces innovations, c'est la suppression du Conseil général. Cette suppression, nous ne l'aurions pas proposée nous-mêmes, les relations fort tendues où nous sommes avec ce Conseil nous faisant un devoir d'observer une extrême réserve à son égard; nous n'aurions pas voulu prendre l'initiative d'une mesure qui, venant de nous, aurait pu paraître dictée par une hostilité systématique. Mais maintenant que les Belges, à qui on ne peut certes pas reprocher un esprit d'hostilité contre le Conseil général, ont cru devoir proposer aux fédérations la suppression de ce Conseil comme d'un rouage inutile ou dangereux, la question se trouve dégagée de toute préoccupation personnelle et portée sur le terrain des principes. Il nous est donc permis, sans courir le risque d'être accusés de faire des personnalités, de nous occuper de la proposition des Belges et d'examiner son opportunité et sa raison d'être.

Or, à nos yeux, le Conseil général, s'il continue à exister, ne doit être qu'un bureau de correspondance et de statistique. Et, d'après l'expérience que nous avons faite, comme bureau de correspondance, l'action du Conseil général est complètement nulle: les différentes fédérations correspondent directement entre elles, et ne s'amuse pas à faire passer leurs lettres par Londres. Quant à la statistique, on ne s'en est jamais occupé sérieusement jusqu'à présent; mais lorsqu'on s'en occupera, ce seront les sociétés de métiers, les Sections locales, qui réuniront les renseignements nécessaires; les Conseils

régionaux les coordonneront et les centraliseront, et se les communiqueront mutuellement; si néanmoins la nécessité se faisait sentir d'un bureau central de statistique, cette institution pourrait être créée; mais ce ne serait plus un Conseil général, ce ne serait plus l'autorité exécutive de l'Internationale.

Notre opinion est donc que la suppression du Conseil général est parfaitement justifiée par l'expérience du passé et par l'état de fait actuel.

En second lieu, le projet belge parle de fédérations *nationales*. Sur ce point, nous devons faire nos réserves. A nos yeux, prendre pour base de notre organisation fédérative le fait artificiel des nationalités politiques, c'est rompre en visière avec nos premiers principes. Nous voulons supprimer les frontières, nous voulons détruire les Etats politiques, et nous commencerions par nous parquer dans des fédérations calquées sur les frontières des nationalités actuelles? Non, nos amis belges n'ont pas examiné d'assez près cette question. Le seul principe qui doit déterminer le groupement des Sections en fédérations, c'est l'affinité naturelle, qui sera par exemple l'identité de langue, la position géographique, la similitude d'intérêts économiques. Quelquefois ce groupement naturel coïncidera avec les frontières d'une nationalité, comme en Belgique, par exemple; mais ailleurs, pour constituer une fédération nationale, il faudra faire violence aux affinités naturelles. En Suisse, par exemple, une fédération nationale suisse serait une monstruosité. En effet, il y a en Suisse des groupes bien distincts, qui n'ont aucun motif de se réunir en une fédération unique, et qui ont au contraire une tendance très-prononcée à se joindre à d'autres groupes par delà les frontières du pays: ainsi les Sections de la Suisse allemande sont, de tempérament, de langue, de principes et d'intérêts économiques, les sœurs des sections de l'Allemagne; elles lisent les organes socialistes de l'Allemagne; c'est avec les Sections de l'Allemagne qu'elles tendent à former groupe. La Section italienne du canton du Tessin se ralliera infailliblement, dans un délai très court, à la fédération italienne. Un groupe de Sections des montagnes du Jura, jointes à des Sections de France et d'Alsace, forment une fédération na-

turelle qui s'appelle la fédération jurassienne. Enfin les Sections de Genève, avec deux ou trois Sections vaudoises ou valaisannes et une Section de France, forment la fédération romande. Que serait une fédération *nationale suisse*? Elle serait la dissolution de ces groupes naturels actuellement existants et qui demandent à continuer d'exister, et la substitution, à ces groupes naturels, d'une fédération artificielle, dans laquelle on ferait entrer violemment des éléments hétérogènes qui feraient mauvais ménage. Et en vue de quel résultat créerait-on une fédération nationale suisse? elle ne pourrait avoir d'utilité que comme instrument dans la main de ceux qui rêvent la création d'un *d'un parti politique ouvrier national suisse*, — et c'est précisément ce que nous ne voulons pas, parce que nous ne sommes pas ceux qui croient à l'utilité des réformes politiques nationales.

Au terme de fédérations *nationales*, nous proposerons de substituer celui de fédérations *régionales*, qui a d'ailleurs été employé jusqu'à présent; et par fédérations *régionales*, nous entendons un groupe formé naturellement, abstraction faite de toute considération politique ou de frontière, avec pleine liberté aux Sections de ce groupe de se fédérer ailleurs quand elles le trouvent de leur intérêt. Car sans cette liberté de la fédération, point de véritable autonomie.

Les Belges proposent en outre que dans le Congrès général, chaque fédération n'ait qu'une voix, quel que soit le nombre des délégués qu'elle aura envoyé. Nous applaudissons des deux mains à cette mesure, qui ferait cesser bien des abus.

Nous reviendrons du reste sur le projet belge, après qu'il aura été définitivement discuté par la fédération de ce pays.

La situation en Amérique.

(Extrait du *Socialiste* de New-York, 18 mai.)

Quand on observe les mouvements politiques de notre époque, l'œil le moins exercé saisit incontinent les profondes divisions, les antagonismes inévitables, et par suite l'impuissance radicale des partis bourgeois, en regard de l'accord spontané des classes ouvrières dans le monde entier.

D'une part, dans le même pays, les diverses factions bourgeoises sont à couteau tiré les unes contre les autres. Qu'elles applaudissent en chœur aux mitrillades des Versaillais, aux fusillades, aux empoisonnades et aux déportations; qu'elles édictent d'un commun accord des lois et des décrets de persécution; qu'importe! à l'instant même de cette alliance aussi fictive que momentanée, elles ne

s'entredéchirent que de plus belle, pour se disputer le pouvoir.

D'autre part, simultanément et comme par un mouvement instinctif, les classes ouvrières de tous les pays, malgré les différences des langages et des mœurs, malgré celles bien plus grandes des institutions politiques, montrent partout les mêmes aspirations, proclament partout les mêmes principes, organisent partout les mêmes mouvements, poursuivent partout le même but.

En France, Thiers ne se maintient que grâce au profond antagonisme des partis bourgeois, antagonisme qui les rend impuissants les uns et les autres. En Espagne, Amédée ne se soutient que par la même cause, et la coalition bourgeoise formée contre lui, n'a pas même duré l'espace d'une journée électorale. En Allemagne, les mêmes divisions maintiennent la factice unité germanique. En Angleterre, la reine Victoria ne règne encore que grâce aux divisions des partis bourgeois. Même en Amérique, si le parti républicain triomphe aux prochaines élections, il ne devra la victoire qu'à la multiplication des candidats à la présidence qui menacent bientôt de se compter par douzaines.

Au contraire, si nous examinons le mouvement ouvrier, nous trouvons, dans tous les pays, identité complète d'aspirations, de vues et de moyens. Mouvement communaliste, grèves pour la diminution des heures de travail, déclarations formelles que les ouvriers ne peuvent et ne doivent avoir rien de commun avec les partis bourgeois, organisations fédéralistes de la classe ouvrière, revendications collectivistes, tout cela se passe simultanément, dans les pays les plus éloignés, avec un tel accord, une telle spontanéité, qu'on croirait voir une série d'acteurs ayant ensemble et de longue main répété le même rôle.

Pourquoi cette divergence d'un côté, pourquoi cet accord de l'autre? C'est que les partis bourgeois ne représentent plus des principes, mais des intérêts plus ou moins sordides, plus ou moins égoïstes, et qu'ils doivent forcément se diviser et se subdiviser tout autant que ces intérêts eux-mêmes.

C'est que la classe ouvrière revendique la justice dans toutes les relations sociales; que son mouvement d'organisation repose sur un principe éternellement vrai, et non sur des intérêts opposés et changeants. Aussi, tous les mouvements de la classe ouvrière doivent être, par tous pays, identiquement semblables, car la vérité est une, la science est une, et la classe ouvrière ne poursuivant que la réalisation de la vérité et de la science, dans les relations économiques, toutes ces manifestations doivent avoir le cachet de l'unité.

Cependant, en Amérique, tandis qu'une fraction de l'Internationale se trouve en parfaite communion de vues et de tendances avec des organisations ou-

vières qui n'ont cependant aucun rapport direct avec l'Internationale, preuve certaine que cet accord n'est le résultat d'aucune action préconçue, nous voyons une division de plus en plus profonde et accentuée se créer dans les rangs mêmes de l'Internationale.

Pourquoi cela ?

La raison en est bien simple :

L'Internationale n'est pas, ne peut pas être persécutée en Amérique; les politiciens, loin de viser à la détruire, ne songent qu'à s'en servir comme levier et point d'appui pour le triomphe de leurs vues personnelles. Que l'Internationale se laisse entraîner dans cette voie, et elle cessera d'être l'*Association des travailleurs* pour devenir un ring de politiciens.

Depuis longtemps, un cri d'alarme a été jeté; mais la Convention d'Apollo Hall, nommant, au nom de l'Internationale, madame Woodhull comme candidat à la présidence, doit désormais ouvrir les yeux aux moins clairvoyants.

Internationaux d'Amérique, prenez garde à vous !

La situation en Espagne.

(Extrait de la *Liberté* de Bruxelles, 30 juin.)

La situation en Espagne reste toujours également embrouillée. Les carlistes ne sont nullement battus. Depuis l'avènement de M. Zorilla, le radical, leurs bandes s'augmentent d'éléments nouveaux détachés des partis conservateurs. Que les carlistes tiennent encore quelque temps et les anciens monarchistes, l'un après l'autre, viendront s'y joindre. Qu'au contraire M. Zorilla réussisse à disperser les carlistes, les anciens partis se rallieront autour du fils d'Isabelle et essaieront de restaurer le trône de la filleule du Pape. C'est encore le fils d'Isabelle qui, en ce moment a le plus de chances de réunir autour de lui toute la coalition réactionnaire, de même qu'en France Bonaparte reprend l'avantage sur les Orléanistes et sur Henri V. Le petit roi Amédée ressemble trait pour trait à M. Thiers, et comme M. Thiers, en se rejetant vers la gauche, il a perdu du terrain plutôt qu'il n'en a gagné. M. Zorilla et M. Gambetta remplissent un rôle à peu près identique et au fond ne sont pas plus solides l'un que l'autre.

Les socialistes ont, en Espagne, le bon esprit de laisser passer, sans s'y mêler, cette tourmente des réactionnaires. En vain, les républicains, presque tous fédéralistes, les convient à faire cause commune sur ce terrain de la fédération, les socialistes avec leur esprit positif et réaliste s'abstien-

nent, sachant bien que lorsque la poire sera mûre, elle leur tombera plus sûrement dans les mains que s'ils avaient secoué l'arbre intempestivement. L'Espagne va droit à la fédération et les convulsions perpétuelles du pouvoir central le feront périr d'épuisement. Il suffit aux forces ouvrières de s'organiser localement et de nouer fortement les liens de leur propre union, pour rester bientôt la seule puissance constituée que gardera l'Espagne.

Ce sont les Internationaux Espagnols qui sont, avec les Belges, les plus fermes partisans, en Europe, de l'abstention en matière gouvernementale(1). Ils n'entendent pas être gouvernés mais ne veulent aussi gouverner personne. Ils poussent comme nous, jusqu'à ses extrêmes conséquences, le principe fécond de la Fédération et de l'autonomie des groupes. Dans les derniers temps, la tendance contraire a voulu s'implanter, et nous-mêmes avons publié, pour l'instruction du lecteur, des communications relatives à cette tendance nouvelle; mais jusqu'ici la grande majorité des sections nous paraît décidée à persévérer dans l'ancienne voie. L'Internationale lui doit son organisation, et c'est à cette attitude radicale qu'il faut attribuer surtout la forte assiette que le socialisme a prise en Europe, en opposition avec tous les partis bourgeois coalisés. C'est en s'abstenant de se mêler aux programmes de tous les partis politiques, que le socialisme a réussi à prendre conscience de sa propre destinée et de ses propres intérêts. Les partis bourgeois s'entredétruisent suffisamment entre eux pour que nous n'ayons pas besoin de nous y mêler pour hâter leur dissolution. Notre intervention, au contraire, ne ferait que reconstituer l'unité bourgeoise. En revanche, par la ferme volonté de tant de milliers d'hommes de s'en tenir d'une façon absolue à l'idée de la réforme sociale, les agitations des partis politiques sont d'avance frappées d'impuissance finale.

La *Federacion* de Barcelone du 30 juin publie un article important, qui fera voir quelle est l'opinion des Espagnols sur le différend qui divise l'Internationale. Voici cet article :

« En présence de la question qui a été débattue par divers congrès régionaux et par les organes les plus autorisés de l'Internationale, — question dont le côté positif *paraît être* l'existence du Conseil général et la révision des Statuts, — nous allons rompre enfin notre silence et aborder franchement et résolument la question, tout disposés d'ailleurs à rectifier les inexactitudes que nous pourrions commettre dans l'exposition ou dans l'appréciation des détails; car notre but n'est pas d'émettre un jugement, mais seulement de chercher à poser un problème.

Entrons dans le fond de la question.

(1) La *Liberté* oublie les internationaux italiens et la fédération jurassienne.

A notre point de vue, aucun des Congrès régionaux ou des journaux qui se sont occupés de la suppression ou du maintien du Conseil général, n'ont élevé la discussion à la hauteur qu'elle mérite, excepté la Fédération jurassienne et son organe. Tous ont dissimulé — bien qu'ils n'aient pas pu empêcher que ce point ne frappât les yeux de tous ceux qui ont suivi avec intérêt la marche de cette affaire — que la question de la suppression du Conseil général et de la révision des Statuts renferme en soi une grande question de principes et une lutte de tendances qui sûrement ne tardera pas à éclater dans notre sein.

Il y a quelque temps, la Fédération jurassienne a exposé avec clarté les vrais termes de la question; mais personne jusqu'à cette heure n'a daigné les reconnaître et les examiner. Cette indifférence ne doit pas trouver son excuse dans la crainte de produire un schisme, car une pareille lâcheté pourrait nous coûter cher, en présence des intrigues employées pour faire prévaloir une de ces tendances divergentes, un des principes antagonistes, au détriment de l'autre.

Nous avons tous à porter la responsabilité des résultats de cette indifférence et de cette crainte déplacée. Nous dont les doctrines sont les mêmes et qui professons des principes anti-autoritaires, identiques, nous ne devons pas être les derniers à réparer notre faute et à tendre la main aux socialistes du Jura, qui ont eu l'honneur de jeter les premiers le cri d'alarme pour nous prévenir du danger qui nous menace.

Ce danger, c'est l'annulation de l'esprit anarchique et la prévalence de l'esprit autoritaire dans l'Association internationale des travailleurs; ce péril n'est autre que la prédominance du pangermanisme dans notre Association, avec la tendance à constituer un vaste Etat communiste autoritaire, en opposition à la véritable et saine tendance à réunir l'humanité, par la destruction de tous les Etats et l'anéantissement du principe d'autorité, en une libre fédération de libres associations productives.

Voilà les véritables termes du problème; voilà la véritable lutte de principes qui commence à se révéler sous cette forme embrouillée de suppression du Conseil général et de révision des Statuts, aussi bien que sous la forme de polémique personnelle entre les représentants les plus marquants de ces deux tendances.

Notre travail, le travail de tous ceux qui s'intéressent à la prospérité de notre Association, ne doit pas être tant d'émettre un jugement sur les détails qui obscurcissent et voilent en grande partie la grande question, que de mettre cette dernière en relief pour que les esprits s'éclaircissent et se prononcent, et qu'une fois prononcés, ils s'aident à fortifier l'opinion de nos frères ces autres régions, afin d'accélérer le triomphe de notre principe, du principe sauveur de l'Internationale, qui est l'anarchie. Et quand viendra le moment d'émettre le vote de notre région sur les points de forme qui excitent aujourd'hui l'intérêt général, il n'est pas à craindre que la voix de nos délégués au Congrès général manque de se faire entendre en faveur des résolutions les plus propres à nous faire sortir heureusement de la grande crise que nous traversons. Nous ne voulons pas, par là, méconnaître l'importance des questions de forme qui s'agitent, et nous leur accorderons en leur temps l'attention qu'elles mé-

ritent. Aujourd'hui, les circonstances nous commandent de porter la discussion sur un terrain plus élevé.

C'est pourquoi nous regrettons que nos frères belges n'aient pas fait précéder leur projet de statuts généraux d'une franche exposition des principes en lutte, exposition au moyen de laquelle les opinions auraient pu se former plus rapidement.

Si nous examinons le projet belge à la lumière des principes qui forment le fond réel du débat, nous voyons que l'esprit de ce projet n'est pas tant de combattre en principe l'existence d'un Conseil général, que de combattre celle du Conseil général anglo-allemand actuel, contre lequel sont produites de graves accusations, pour ne s'être pas limité, comme il le devait, à être un simple centre de correspondance et de statistique, et pour s'être arrogé des fonctions autoritaires en harmonie avec les tendances de ses membres et au préjudice de l'esprit anti-autoritaire, sauvegarde de notre chère Association. C'est ce Conseil qui, en présence des persécutions contre l'Internationale en France, en Italie, en Autriche, en Allemagne et en Espagne, et apparaissant sous prétexte de la guerre, s'est abstenu de convoquer les Congrès généraux de 1870 et 1871, cherchant ainsi à gagner du temps, qu'il a mis à profit pour paralyser par le discrédit et la calomnie des hommes qui appartiennent aux plus dévoués révolutionnaires.

Étant donnée l'influence des idées autoritaires qui existent dans le Conseil général; étant donnée la guerre acharnée qui est faite au sein de l'Internationale à plusieurs des plus ardents révolutionnaires et à leurs idées; une telle situation vaut-elle la peine d'occuper tous les esprits, et n'est-il pas nécessaire de se prononcer catégoriquement pour l'une ou l'autre des tendances en lutte? ou bien est-il permis aux internationaux de regarder impassibles les ravages que fait au sein de l'Association le cancer de la discorde? N'est-il pas préférable de voir éclater un schisme et une séparation en deux camps, plutôt que de voir se perpétuer une lutte sourde, d'un genre funeste, semblable dans ses procédés à la lutte des intérêts bourgeois, au milieu d'hommes qui devraient être unis par les liens de la solidarité et de la bonne foi?

C'est seulement en ne perdant pas de vue ces questions-là, qu'il sera possible de résoudre convenablement les questions de forme qui sont en ce moment à l'ordre du jour; et nous ne cesserons pas de le répéter: sans prétendre émettre un jugement, et seulement dans l'intention de poser clairement les termes d'un problème, nous croyons, pour notre part, que la lutte, qui commence à rugir sourdement, est la divergence des deux principes anarchique et autoritaire, de laquelle toutes les autres ne sont que de simples manifestations.

Nous devons appeler par conséquent tous nos frères, et particulièrement ceux de la région espagnole, à donner à cet objet l'attention qu'il mérite, afin que le jour de la célébration du Congrès international, les délégués de langue espagnole, forts de l'opinion de leurs sections, contribuent au triomphe des idées radicales dans les points qui seront discutés, et agissent à la lumière que seule peut leur donner la claire conception des deux principes qui sont en lutte dans l'Internationale. »